

Les syndicats veulent un vrai service public



Représentants des syndicats enseignants et membres de la FCPE veulent « un vrai service public d'Éducation nationale et non un faux service minimum »

Conditions de préparation de rentrée 2007 catastrophiques. » « Enseignement dégradé. » « Incohérences entre les objectifs et les moyens. » « Scandaleux. » « La mission de l'école ne peut plus être assurée. » Les syndicats d'enseignants, rejoints par celui des parents d'élèves FCPE, s'indignent des conditions de rentrée 2007 qui leur ont été annoncées. Pour affirmer ce mécontentement, les syndicats, FSU, UNSA Éducation, SGEN-CFDT, SNUIPP, ont boycotté hier le comité technique paritaire départemental du premier et second degré. « La dotation académique est insuffisante. Il y a -264 postes », déclare Alain Larvor, SNES-FSU. Une lettre ouverte a d'ailleurs été adressée à l'inspecteur d'académie. « Pour le premier degré, depuis 2000, les écoles ont perdu seulement 81 élèves mais ce sont 47 postes qui ont été retirés ! Pour les seules trois dernières années, 850 élèves supplémentaires ont été accueillis pour

13 postes de plus d'enseignants, soit une création pour 65 élèves de plus ! [...] Pour le second degré, ce sont 41 équivalents temps plein qui seront supprimés en collèges alors que ceux-ci n'accueilleront que 473 élèves de moins soit un pote supprimé pour 11 élèves en moins. Depuis 2004, ce sont 105 postes en collèges et 91 en lycées qui auront été supprimés. Aux arguments habituels de la baisse démographique et du redéploiement des moyens en direction d'autres académies s'ajoute pour cette rentrée 2007 la mise en œuvre d'un décret aggravant les conditions de travail des professeurs », signent-ils. C'est l'application du décret De Robien sur les décharges horaires. « Notre exigence est un vrai service de l'Éducation nationale », ajoute M. Larvor. « Le ministre nous a entendus mais il a décidé selon son avis. C'est cela la dialogue social », précise encore Marc Sage SGEN-CFDT. Les syndicats estiment encore que les moyens ne sont pas cohérents avec les objectifs en rappelant que « l'Éducation nationale a pour but : la réussite de tous. »

Et les exemples sur les conséquences de cette dotation 2007 sont nombreux. « Au lycée Balleure à Chalon, des élèves de première et de terminale se retrouvent dans la même classe. » « Certains collégiens n'auront pas de musique, d'arts plastiques et de technologie. » « Au lycée Niepce, la première d'adaptation saute. » « En école primaire, il y avait des personnels spécialisés pour les élèves en difficulté. Ils ne sont plus là. » « Il n'y a aucune prévision d'ouverture de classe en maternelle alors que 8 fermetures sont prévues. »

« Certains professeurs vont devoir enseigner sur deux ou trois établissements pour avoir un temps plein. » « Ces dotations totalement insuffisantes entraînent une dégradation des conditions d'exercice du métier alors que les enseignants voient leurs charges de travail s'alourdir. [...] Cette dotation ne permettra pas d'apporter des réponses positives aux réalités et aux évolutions du métier. [...] Nous exigeons un vrai service public de l'Éducation nationale de qualité et non un faux service minimum », écrivent encore les syndicats dans leur lettre ouverte à l'inspecteur d'académie en souhaitant que celui-ci se fasse l'interprète auprès du recteur et du ministre.

Enseignants et parents n'oublient pas non plus les élèves. Le malaise des jeunes est ressenti. Pas assez d'écoute, moins de présence adulte dans les établissements, isolation des élèves. Un comportement qui se manifeste chez l'adolescent par une violence accrue.

Grégory Jacob

La FCPE de Saône-et-Loire tient à préciser qu'elle soutenait les mouvements de boycott des bacs blancs contrairement à ce qui a été écrit dans notre édition du 15 février. Elle va ainsi à l'encontre de la position nationale de sa fédération.

Boycott des bacs blancs

Les enseignants du lycée Niepce à Chalon ont lancé un vote pour savoir si les bacs blancs seront boycottés comme cela a déjà été décidé au lycée Hilaire de Chardonnet. En fait, il ne s'agit pas d'un boycott mais d'un refus de donner les résultats et de repousser les conseils de classe. Les résultats du vote seront connus lundi.